

ARTICLE 313-17 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Avertissement

Les indications contenues dans les encarts sont fournies au lecteur à titre d'information. Il n'est donnée aucune garantie quant au caractère exhaustif des dispositions législatives et réglementaires applicables et l'Autorité des marchés financiers ne saurait être tenue pour responsable d'un quelconque préjudice qui serait lié directement ou indirectement à la mise à disposition et à l'utilisation de ces informations.

ELI : [/eli/fr/aai/amf/rg/313-17/article/20180103/notes/fr.html](http://eli.fr/aai/amf/rg/313-17/article/20180103/notes/fr.html)

Article 313-17

I. - Le producteur :

1. réexamine, dans le cas où il a connaissance d'un événement susceptible d'avoir une incidence significative sur le risque potentiel pour les investisseurs, tout instrument financier avant :
 - a) toute nouvelle émission d'instruments financiers ayant des caractéristiques équivalentes ;
 - b) toute émission d'un instrument financier fongible avec un instrument financier déjà émis ; ou
 - c) tout nouveau contrat financier ; et
2. évalue de manière régulière si cet instrument fonctionne comme projeté.

II. - Dans ce cadre, il se fonde sur des facteurs pertinents pour déterminer la périodicité à laquelle un instrument financier déjà produit fait l'objet d'un réexamen, comme la complexité ou le caractère innovant des stratégies d'investissement poursuivies.

III. - Il identifie également tout événement essentiel susceptible d'avoir une incidence sur le risque potentiel ou le rendement attendu de l'instrument financier, tel que :

1. le dépassement d'un seuil qui aura une incidence sur le profil de rendement de l'instrument financier ; ou
2. la solvabilité de certains émetteurs dont les titres financiers ou les sûretés sont susceptibles d'avoir une incidence sur la performance de l'instrument financier.

IV. - Lorsqu'un tel événement se produit, il prend les mesures appropriées, telles que :

1. communiquer toute information utile relative à l'événement considéré et ses conséquences sur l'instrument financier aux clients concernés, ou au distributeur s'il n'offre ou ne vend pas directement cet instrument financier ;
2. modifier le processus de validation de l'instrument financier ;

3. cesser l'émission de l'instrument financier ;
4. modifier les stipulations contractuelles de l'instrument financier pour que celles-ci ne contiennent pas de clauses inéquitables ;
5. déterminer si les canaux de distribution par lesquels l'instrument financier est distribué sont adaptés, lorsqu'il constate que l'instrument financier n'est pas vendu comme prévu ;
6. contacter le distributeur, pour prévoir une modification du dispositif de distribution ;
7. mettre fin à sa relation avec le distributeur ; ou
8. informer l'AMF.